



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau des Installations classées, de l'Utilité publique et de l'Environnement
Section des Installations Classées
DCPPAT – BICUPE – SIC – FB – n° 2017-90

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de **LUMBRES**

ÉTABLISSEMENT SICAL

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

Le Préfet du Pas-de-Calais

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5 et L. 512-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 6 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 autorisant la société SICAL à exploiter papeterie/cartonnerie au 69, rue du docteur PONTIER à LUMBRES ;

VU l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 fixant les valeurs limites d'émergence de bruit en limites d'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU le rapport de mesures acoustiques référencé 091.16.808 du 12 août 2016 réalisé par QCS services sur le site SICAL à LUMBRES et transmis par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 16 janvier 2017 ;

VU le rapport de l'Inspection de l'environnement en date du 17 février 2017 ;

VU la lettre du 17 février 2017 informant l'exploitant de la proposition de mise en demeure ;

Considérant que l'exploitant n'a pas répondu dans les délais réglementaires ;

Considérant que l'exploitant a fait réaliser une mesure de la situation acoustique et que celle-ci fait apparaître plusieurs dépassements de la valeur limite diurne comme nocturne en zone d'émergence réglementée fixée à l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 ;

Considérant qu'il convient donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces dispositions ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1 -

La société SICAL exploitant une papeterie-cartonnerie située 69, rue du docteur PONTIER à LUMBRES est mise en demeure, de respecter le niveau d'émergence maximal fixé à l'article 13.4 « Niveaux acoustiques » de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 -

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 4 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de LUMBRES et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de LUMBRES pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de ST-OMER et l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SICAL et dont une copie sera transmise à M. le Maire de LUMBRES.

Arras, le **- 7 AVR. 2017**
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- St SICAL, 69, rue du Docteur Pontier à LUMBRES .
- Mairie de LUMBRES
- Sous-Préfecture de ST OMER
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Inspecteur des Installations Classées à LILLE
- Dossier
- Chrono

